

# Structuring farm memory in Algeria: A way to promote partnerships between development stakeholders

Ouardia ANSEUR (1), Rosa ISSOLAH (2), Mohamed HASSOUN (3), Marie Claude DEBOIN (4)

1. Centre Culturel Français, Alger, Algérie, oanseur@yahoo.fr
2. ENSA, Alger, Algérie, rosa\_iss@yahoo.fr
3. ENSSIB, Villeurbanne, France, hassoun@enssib.fr
4. CIRAD, DIST, F-34398 Montpellier, France, marie-claude.deboin@cirad.fr

## Abstract

The socioeconomic context in Algeria has led to deep-seated changes in agriculture as well as to a major economic recovery program. It has also increased and diversified farmers' needs for information as they require new skills in management, production techniques, access to bank credits, government support procedures, etc. Information and communication have become the vector of performance for all stakeholders involved in the national strategy for reducing Algeria's food dependency. Thanks to their new awareness, farmers are becoming a major social partner, able to put defend their own interests, increase their yields, and make reliable field data available to policymakers, research organizations and those in charge of the public dissemination of information. The major challenge is now to link all steps of the developing process. One problem in Algeria is farmers' limited use of documents concerning farm management, yet if farmers are to access State support and to conform with product traceability standards for exports, they need to use documentation rather than simply relying on oral communication, both as users and as producers of 'farm memory'. In this context, this article analyses not only the information needs of farmers, but also the role of 'farm memory' as a key factor in defining research and agricultural extension strategies. Our innovative approach was to make the farmer a stakeholder in the communication process, rather than simply a recipient of information. A survey of 152 farmers in four regions in Algeria produced significant results concerning the needs of Algerian farmers for information in their dual role of information user and producer.

## Structurer la mémoire des exploitations agricoles en Algérie. Un moyen de favoriser les échanges multi acteurs au service du développement

### Résumé

Le contexte socioéconomique en Algérie a induit des mutations profondes du secteur agricole porteur d'un important programme de relance économique. Ceci a accru et diversifié les besoins en information des agriculteurs qui doivent acquérir de nouvelles compétences et maîtriser de nouveaux types d'activités : méthodes de gestion, techniques de production, crédits bancaires, procédures d'aide de l'état... Dans ce contexte, l'information et la communication deviennent des vecteurs de performance pour l'agriculteur impliqué dans la stratégie nationale de réduction de la dépendance alimentaire du pays. C'est en étant mieux informé que l'agriculteur peut devenir un partenaire social fort, défendre ses intérêts, produire davantage et mettre à la disposition des décideurs, des organismes de recherche et de vulgarisation, des données de terrain fiables. L'enjeu majeur est de relier entre eux tous les acteurs du développement agricole. Cependant, le recours au document comme outil de gestion de l'exploitation agricole est relativement faible en Algérie alors que les activités telles que l'accès aux dispositifs d'aide de l'Etat, aux normes de traçabilité à des fins d'exportation des produits, imposent à l'agriculteur en tant qu'utilisateur et producteur de la mémoire de son exploitation, de sortir de la seule communication orale et de recourir au support écrit d'information. Cet article analyse les besoins d'information des agriculteurs et met en

évidence l'importance de la mémoire des exploitations agricoles comme outil d'aide à la construction des orientations de la recherche et de la vulgarisation agricoles. La démarche innovante adoptée définit l'agriculteur non plus comme un simple récepteur mais comme un acteur clé de la communication. Une enquête menée auprès de 152 agriculteurs dans quatre régions du centre algérien souligne les besoins informationnels des agriculteurs algériens dans leur double statut d'usagers et de producteurs d'information.

## Introduction

Le contexte socioéconomique en Algérie a induit des mutations profondes dans le secteur agricole qui est porteur d'un important programme de relance économique. Le secteur agricole est confronté aujourd'hui à la nécessité de transformer ses pratiques de gestion des exploitations agricoles, élément central et stratégique de la pérennité des systèmes de production.

Le rôle des acteurs du monde agricole a évolué : les agriculteurs ne sont plus seulement des producteurs agricoles mais sont amenés à développer des compétences de gestion et à s'impliquer davantage dans le processus de prise de décision. Cette situation influe sur le rôle que l'information et la communication sont appelées à jouer, ainsi que sur la nature des besoins et des attentes en matière d'information des acteurs du secteur agricole.

Les résultats de notre enquête révèlent que le conseil en agriculture s'est jusqu'à présent surtout focalisé sur les aspects techniques de la production agricole. L'absence de conseil global se répercute sur l'organisation, le mode de gestion de l'exploitation agricole, et sur le comportement de l'agriculteur, alors que la diversité des systèmes de production et la multiplication des pratiques exigent des compétences en matière de production de l'information liée à la gestion de l'exploitation agricole.

Partant de ce constat, nous avons adopté une démarche innovante en considérant l'agriculteur non plus comme un simple récepteur d'information mais comme un acteur clé du processus de communication. Une enquête menée auprès de 152 agriculteurs dans quatre régions du centre algérien fait le point sur les actions de vulgarisation agricole menées relatives à la gestion des exploitations agricoles. L'enquête met en évidence l'impact de la vulgarisation agricole sur les capacités de prise de décision des agriculteurs, de programmation des activités au sein de l'exploitation et de production de l'information par le biais d'écrits de travail.

Pour Nathalie Joly <sup>1</sup> « *Il est des professions réputées écrire, d'autres non. Dans l'imaginaire social, les professionnels de l'élevage se rangent sans conteste dans le second groupe : n'exercent-ils pas un métier qui engage profondément le corps, les sens et les émotions ? Cette représentation de la pratique d'élevage, qui renvoie à un monde de l'action physique et des savoirs de l'expérience, par opposition à un monde du travail intellectuel, éclipse les multiples actes d'écriture que réclame pourtant la gestion d'un troupeau : enregistrer les mouvements d'animaux, inscrire des soins, fabriquer des lots, calculer une ration, prévoir des accouplements* ».

## Les pratiques de gestion agricole

Afin d'évaluer l'impact de l'information dans la gestion de l'exploitation agricole, nous avons questionné les agriculteurs sur leurs pratiques de gestion. Les résultats de l'enquête menée révèlent que :

Le recours au document pour gérer l'exploitation est relativement faible : plus de 75% de personnes interrogées affirment n'utiliser aucun document pour gérer leur exploitation ;

Un tiers d'agriculteurs utilise un registre à des fins seulement de comptabilité ;

Moins de 10% utilisent les documents de vulgarisation (tableau n°1) et tiennent des livres.

---

<sup>1</sup> Nathalie Joly Le troupeau par écrit : entre appui cognitif et contrainte administrative. Colloque International « de la France au Québec : l'écriture dans tous ses états » Poitiers, 12-15 Novembre 2008

Tableau 1 : Les documents utilisés pour la gestion de l'exploitation

| <b>Documents utilisés pour la gestion de l'exploitation</b> | <b>Nombre de citations</b> | <b>de Fréquence</b> |
|---|----------------------------|---------------------|
| Tenue des livres  | 12                         | 7,4%                |
| Registre  | 56                         | 34,4%               |
| Documents de vulgarisation                                  | 13                         | 8%                  |
| autre   | 83                         | 50,3%               |
|   | 163                        | 100%                |

Alors que depuis 2002, l'octroi d'aide algérienne est conditionné par la production d'un plan pluriannuel d'exploitation agricole. Mais au-delà des raisons économiques, la notion d'écrits professionnels comme support de raisonnement dans l'exploitation, et ressource cognitive est totalement ignorée.

Les agriculteurs mobilisent un certain nombre de connaissances et se servent de l'apprentissage continu pour acquérir de nouvelles connaissances. Les savoirs ainsi acquis ne font toutefois pas l'objet d'étude par le système de recherche agricole : les connaissances développées ne sont ni validées ni prises en compte dans le processus de transfert des technologies. Notre enquête révèle par ailleurs que les agriculteurs ne produisent pas d'écrit dans l'exercice de leurs activités professionnelles et gèrent leur exploitation sans recourir à des outils de gestion. On constate l'absence d'« écrits de travail » (Jolie Nathalie<sup>2</sup>) dans ses différentes dimensions économique, technique, agronomique. L'absence d'écrits pose à la fois un problème pour l'agriculteur qui doit prendre des décisions et pour ce faire disposer de données mémorisées, et pour les acteurs de la recherche et de la vulgarisation qui ont besoin de données pour étudier les systèmes de production et leur évolution. La dominance des approches socioéconomiques et productivistes n'a pas favorisé l'émergence de réflexion autour du statut social et culturel de l'agriculteur (producteur et consommateur d'information). Ces approches n'ont pas contribué non plus à un investissement du secteur agricole dans la production de connaissances par et pour l'action. Il est aujourd'hui urgent de créer des passerelles entre la recherche agricole et les agriculteurs en reliant les connaissances et les expériences accumulées au fil des générations d'agriculteurs, avec les produits de la recherche scientifique.

Les différentes fiches techniques et guides mis à disposition de l'agriculteur décrivent uniquement les itinéraires techniques et les processus de production agricole. Sensibiliser l'agriculteur à produire de l'information en rapport avec ses activités, et introduire des outils de gestion au sein de son exploitation, n'ont pas été perçus comme une action essentielle du développement. Le contexte professionnel et culturel n'a pas suscité d'engouement pour l'écrit de la part de l'agriculteur dans ses activités professionnelles.

Cette absence d'écrit risque d'être responsable d'une amnésie nationale en raison de la faiblesse de la mémoire des systèmes de production algériens. L'agriculteur en sera le premier affecté : il ne disposera pas de référentiels techniques ni de base d'informations techniques et économiques pour programmer ses activités, prendre des décisions adéquates pour gérer son exploitation : ceci le rendra davantage dépendant des partenaires et réduira ses marges de manœuvres. Par ailleurs, en l'absence de données fiables et pertinentes sur les exploitations agricoles, les recherches sur les systèmes de production en Algérie sont vouées à l'échec

<sup>2</sup> Jolie Nathalie. Ecrire l'événement : le travail agricole mis en mémoire. Sociologie du travail, n°46, 2004, pp. 511-527.

L'information et la communication sont reconnues aujourd'hui comme des composantes essentielles du développement. Il s'agit donc de donner à l'agriculteur des moyens d'évoluer pour qu'il devienne un véritable partenaire social. L'agriculteur pourra alors défendre ses intérêts et mieux gérer son exploitation. Il pourra également mettre à la disposition des organismes chargés de recherche, de vulgarisation et des décideurs, les données issues de son exploitation agricole, de façon à relier l'action à la prise de décision.

L'appréciation par l'agriculteur des informations que le service de vulgarisation agricole met à sa disposition révèle une inadéquation entre les besoins en information des agriculteurs et l'offre qui leur est faite. Cela s'exprime par le fort pourcentage de répondants (70%) pour lesquels l'offre proposée par le service de vulgarisation ne constitue pas de réponse complète aux questions des agriculteurs. Le manque d'intégration des données dans un environnement en perpétuelle évolution et la faible prise en charge de la demande dans sa dimension agrotechnique et socioéconomique en sont les principales raisons.

### Impact de la formation de l'agriculteur sur l'usage des documents de gestion de l'exploitation

Nous avons analysé l'impact de la formation des agriculteurs sur leurs pratiques de gestion agricole. Les résultats corroborent les observations issues de l'analyse des pratiques des agriculteurs ayant un faible niveau d'instruction.

Les résultats de l'enquête montrent que la formation des agriculteurs n'a pas d'influence sur l'usage de documents de gestion de l'exploitation. 7% d'agriculteurs seulement déclarent avoir une formation agricole et tiennent des livres, et aucun n'utilise les documents de vulgarisation. Par contre, 20% d'entre eux ont recours à un registre pour la gestion de leur exploitation. Partant de ces données, nous avons adopté un second angle d'analyse en nous intéressant à l'idée qu'avait l'agriculteur de son propre métier.

Tableau 2 : Formation agricole en rapport avec l'usage des documents de gestion de l'exploitation

| <b>Formation agricole/<br/>Documents utilisés pour la gestion de l'exploitation</b> | <b>Oui</b> | <b>Non</b> | <b>Total</b> |
|---|------------|------------|--------------|
| Documents de vulgarisation  | 0%         | 3,4%       | 3,4%         |
| Tenue des livres  | 6,9%       | 3,4%       | 10,3%        |
| Registre  | 20,7%      | 17,2%      | 37,9%        |
| Autre   | 6,9%       | 41,4%      | 48,3%        |
| Total   | 34,5%      | 65,5%      | 100%         |

Malgré le fait que la gestion représente une faible part des activités de l'agriculteur, celui-ci a une opinion forte quant à son statut de chef d'entreprise, et ce, quel que soit son niveau d'instruction. Pour faire de l'exploitation agricole une véritable entreprise dont la gestion nécessite compétences techniques et administratives, les agriculteurs se disent prêts à suivre une formation à la gestion pour 37% d'entre eux. 39% pensent que le service de vulgarisation pourrait être mis à contribution pour l'apprentissage du métier d'agriculteur. Enfin 35% sont prêts à suivre un stage pratique dans une

exploitation performante (tableau 3). Le paradoxe apparent entre la marginalisation des pratiques de gestion parmi les activités de l'agriculteur et le plébiscite sur « l'agriculteur comme chef d'entreprise » nous amènent à nous intéresser davantage à la perception du métier d'agriculteur par l'agriculteur lui-même. Deux constats se dégagent :

- L'agriculteur est sensible à la perception qu'a le monde extérieur de son propre métier. En établissant une corrélation entre son métier et celui du chef d'entreprise, on voit apparaître chez l'agriculteur un sentiment de valorisation et de reconnaissance de son métier avec une ouverture à la modernité, ce qui est en contradiction avec l'opinion largement partagée d'un agriculteur, traditionnel et conservateur ;
- L'ouverture à la formation professionnelle exprime une perception nouvelle du métier de l'agriculteur, et devrait fournir une assise solide pour le service de vulgarisation afin de revoir ses priorités en matière d'actions. 37% d'agriculteurs questionnés expriment le besoin de suivre une formation en gestion de l'exploitation pour faire évoluer leur statut ;
- Quelle que soit la catégorie socioprofessionnelle et son niveau d'instruction, l'agriculteur exprime largement (35%) une volonté d'améliorer la gestion de l'exploitation par le recours à l'apprentissage.

Tableau 3 : Gestion de l'exploitation en rapport avec « Agriculteur chef d'entreprise »

| <b>Gestion de l'exploitation / Agriculteur chef d'entreprise</b> | <b>Oui</b> | <b>Non</b> | <b>Total</b> |
|--|------------|------------|--------------|
| Formation à la gestion   | 36,8%      | 0%         | 36,8%        |
| Aide du service de vulgarisation                                 | 38,8%      | 0%         | 38,8%        |
| Stage pratique   | 35,5%      | 0%         | 35,5%        |
| Autre  | 4,6%       | 1,3%       | 5,9%         |
| Total  | -          | -          | -            |

## Conclusions

Les Chambres d'agriculture peuvent occuper, au sein du système de vulgarisation agricole, un rôle dans la formation et la mise aux normes de gestion des exploitations.

Cela implique pour elles de faire évoluer leurs logiques d'intervention. Celles-ci pourraient être :

- la formation des agriculteurs et l'alphabétisation des jeunes agriculteurs ;
- la gestion de l'exploitation agricole. Celle-ci sous-tend l'intégration de connaissances relatives au management de l'exploitation en complément des références techniques fournies par le système de vulgarisation agricole. Ces connaissances seront orientées sur la gestion et la comptabilité de l'exploitation ;
- une logique montante de relation et de négociation. La diversité des acteurs du secteur agricole crée de nouvelles situations de relations avec les institutions de l'état, les établissements bancaires, les fournisseurs de facteurs de production... Les domaines d'intervention dans lesquels les chambres d'agriculture sont amenées à établir de nouvelles relations avec d'autres opérateurs de développement (collectivités territoriales, gestionnaires de l'environnement, associations, etc.) en sont particulièrement illustratifs ;
- une logique de production et de communication de l'information. Afin de répondre aux demandes des acteurs économiques et institutionnels, l'agriculteur doit consacrer du temps à la recherche et à la sélection d'informations, et transférer les résultats de ses activités.

Pour favoriser une telle approche, les obstacles suivants doivent être levés :

- la faible formation des acteurs de vulgarisation agricole à la gestion économique de l'exploitation agricole ;
- le manque de structuration des informations économiques et techniques issues de l'exploitation agricole ;
- l'absence de communication sur le rôle et l'intérêt des outils et des méthodes de gestion dans une exploitation agricole ;
- la gestion de l'exploitation agricole par les agriculteurs basée sur l'intuition

Pour cela, il est souhaitable :

- que les méthodes mises en œuvre par le système de vulgarisation agricole évoluent vers des approches qui intègrent la dimension technicoéconomique de l'appui à la production, et s'inscrivent dans une démarche réelle d'aide à la décision ;
- d'élargir la couverture du système d'information aux partenaires agricoles pour favoriser la prise en compte des différents niveaux de besoins en information des agriculteurs (stratégique, technique, opérationnel) ;
- que le dispositif institutionnel prenne en compte les différents éléments du processus de transfert de savoir-faire et/ou d'information : réponse à la demande individuelle, création de réseaux sociaux, mutualisation et intelligence collective.

De cette façon, la gestion économique de l'exploitation agricole permettra la construction d'indicateurs spécifiques de l'exploitation agricole. L'agriculteur par l'information qu'il produit devient ainsi un élément clé de la chaîne de l'information : il se dote d'instruments de prise de décision et de pilotage stratégique de son exploitation, et propose aux acteurs du secteur agricole des données pertinentes.

Un agriculteur « producteur et utilisateur de l'information » peut être un facteur moteur dans la construction d'un nouveau système d'information.

## References

AGATHOCLEOUS A. 1998, De la prise en compte de l'utilisateur à la performance globale. *Bulletin des bibliothèques de France*, vol. 43, n°1, pp.24-29.

AGOSTINNELI S. 1999, *Comment penser la communication des connaissances ? : du CD-Rom à l'Internet*, Paris, L'Harmattan.421p.

AIT-AMARA H. 1999, La transition de l'agriculture algérienne vers un régime de propriété individuelle et d'exploitation familiale. *Cahiers options méditerranéennes*, n° 36, pp. 127-138.

ALGERIE. Ministère de l'agriculture et de la pêche. 1985, *Synthèse du rapport du Comité de réflexion sur la vulgarisation*. Alger, MAP. 34p.

ALGERIE. Ministère de l'agriculture et du développement rural. 2002, *La nouvelle politique de développement agricole et rural : choix stratégiques, mise en œuvre et perspectives : note de synthèse*. Alger, [DFRV], 25p.

ALGERIE. Ministère de l'agriculture. 2003, *Mode actuel de la conduite de la vulgarisation agricole*, Alger, Sous direction de la vulgarisation, 34 p.

BESSETTE G. 2004, *Communication et participation communautaire : guide pratique de communication participative pour le développement*. Montréal, Ed. Les presses de l'université Laval/CRDI. Np.

BOSC P.M. , DOLLE V., GARIN P. , YUNG J.M. *Le développement agricole au Sahel. I - milieux et défis. II Recherches et techniques. III Terrains et innovations. IV Défis, recherches et innovations au Sahel*. Montpellier, Cirad.

CHAUDIRON S., IHADJADENE M. 2002, «Quelle place pour l'utilisateur dans l'évaluation des SRI ?». Recherches récentes en Sciences de l'Information, convergences et dynamiques. In : *Actes du colloque MICS-LERASS*, Toulouse, ADBS Éditions.

COCCOLA (de) C. 2000, *Repenser l'offre documentaire au regard des besoins documentaires d'un public : étude du public externe de la bibliothèque de la documentation française*. Mémoire, ENSSIB.

Conseil (le) en gestion pour les exploitations agricoles d'Afrique et d'Amérique latine.1996, *Groupe de travail. Dossier de l'Inter-Réseaux n° 1 " Outils et méthodes de gestion "*, Disponible sur : URL <http://www.inter-reseaux.org/ancien/themes/gestion/outilgest.htm> (Page consultée le 15 mars 2005)

DUGUE, Patrick et al., 2003, Former et conseiller les agriculteurs du Nord-Cameroun pour renforcer leurs capacités de prise de décision. *Cahiers agricultures*, vol.12, n° 4, pp241-245.

GARLAND S. *Les rôles : le chercheur et l'intervenant communautaire comme facilitateurs d'un processus de communication*; Disponible sur : [http://www.idrc.ca/directory/employee\\_info.cfm?ID=0](http://www.idrc.ca/directory/employee_info.cfm?ID=0) (Page consultée le 17/02/2005)

LE COADIC Y. 1997, *Usage et usagers de l'information*. Paris, Nathan ; ADBS

Steering Committee for an ESS, 1999, Relations entre l'appui à la gestion des exploitations agricoles, l'acquisition de références et la création-diffusion d'innovations techniques dans les hauts de la Réunion. In : *Methodology Committee for an ESS Steering. Strasbourg (Bas-Rhin), European union of science*, pp. 71-80.

SEGBENOU R. 2000, Les acteurs actuels et émergents du développement rural en Afrique subsaharienne : la redéfinition des rôles, les besoins d'information, les capacités de réponse, CTA, ACP, UE, In : *Information pour le développement agricole et rural dans les pays ACP, nouveaux médias et thèmes prioritaires*, Paris, CTA. Np.

*Transformer la vulgarisation en Afrique : résumé de la conférence internationale sur « transformer la vulgarisation agricole en Afrique, Accra (Ghana), 24-28 novembre 2003 », conclusions et recommandations*. Disponible sur : [http://www.fao.org/sd/dim\\_kn1/kn1\\_040402a1\\_fr.htm](http://www.fao.org/sd/dim_kn1/kn1_040402a1_fr.htm) (Page consultée le 21 décembre 2004)